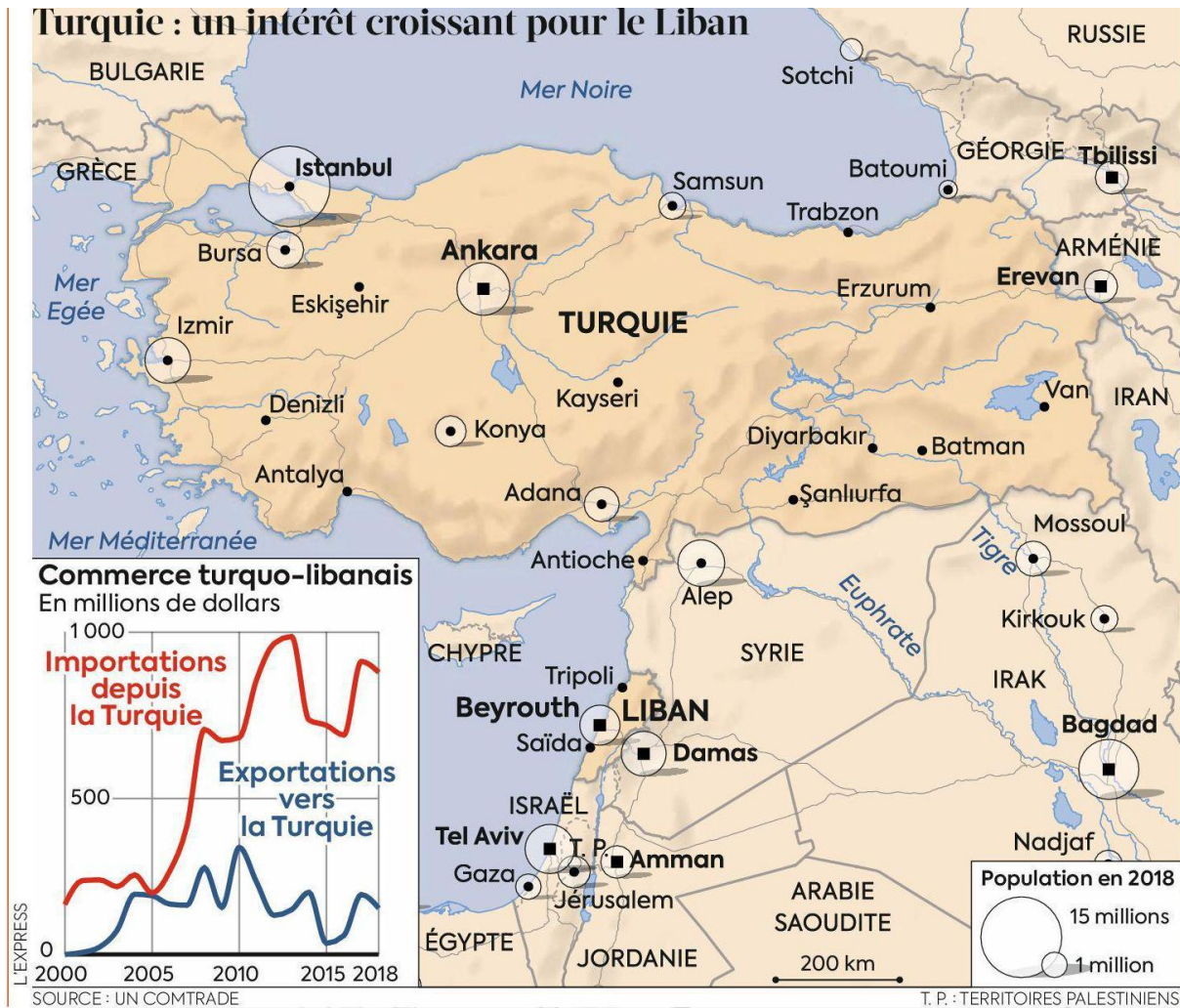


Afrique | Moyen-Orient

Quand la Turquie avance ses pions sur l'échiquier libanais

CAROLINE HAYEK (BEYROUTH)



Au beau milieu de la place du Sultan-Souleïman, Hakam al-Husseïn vérifie l'état de l'horloge qui domine l'entrée du village. « Elle ne tiendra pas l'hiver », lance-t-il en inspectant l'appareil fissuré. Entre les maisons aux murs nus, quelques bâtiments et panneaux arborent un croissant rouge. A Koueïchra, petite localité de l'extrême nord du Liban de 4 000 âmes, tout le monde, ou presque, parle le turc. « Nos liens avec la Turquie sont inébranlables en raison de nos origines turkmènes », explique Hakam. Cette population tribale, qui avait choisi de rester dans les régions de l'Akkar et de la Bekaa lors de la chute de l'Empire ottoman en 1914, a renoué avec ses racines il y a seulement trente ans. En 2010, les habitants de Koueïchra avaient reçu en grande pompe Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, qui s'était engagé à investir dans le développement de cette région reculée. Ces dernières années, un projet permettant l'accès du village à l'eau potable a été mené à bien, et une salle des fêtes construite par Ankara. Ces liens ont permis à des jeunes d'aller étudier en Turquie, et même, pour certains d'entre eux,

d'obtenir la nationalité du pays hôte. De quoi raviver une nostalgie ottomane dans ces cantons délaissés par les autorités locales. « Au Liban-Nord comme à Saïda, il y a une filiation naturelle avec les sunnites. Les gens aiment la Turquie et nous le montrent en étant très hospitaliers », relate un diplomate turc basé à Beyrouth.

Alors que le pays du Cèdre vit actuellement ses heures les plus sombres depuis la guerre civile, les rumeurs autour de la présence grandissante de la Turquie vont bon train. L'Arabie saoudite, la puissance sunnite traditionnellement la plus influente au Liban, s'est mise en retrait depuis déjà plusieurs années, considérant que le Hezbollah y a la mainmise. Ankara semble vouloir prendre peu à peu la place de Riyad dans ce rôle de parrain de la communauté sunnite, et aurait pour cela tenté un rapprochement avec Bahaa Hariri, qui souhaite concurrencer son frère Saad, actuel Premier ministre. « Il est certain que la nature a horreur du vide, donc nous serons là pour le combler », affirme sans détour le diplomate turc.

Cette volonté de peser dans le jeu libanais s'inscrit dans un projet d'expansion régionale plus large, qui va de l'Irak à la Libye en passant par la Syrie, et est portée par une rhétorique mêlant à la fois ultranationalisme et néo-ottomanisme. Quelques jours après les explosions du port de Beyrouth, le 4 août dernier, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavusoglu, annonçait que le président Erdogan lui avait donné l'instruction d'accorder la citoyenneté à tout Libanais turkmène ou d'origine turque. Le « reis » (chef) est en effet conscient de la sympathie qu'il suscite auprès de cette frange de la population, qui n'attend plus rien du gouvernement de Beyrouth.

—P. 52. Quand la Turquie avance ses pions sur l'échiquier libanais



—P. 53. Alger rêve d'un nouvel âge d'or diplomatique

De quoi inquiéter la communauté arménienne du Liban, la plus importante du Moyen-Orient (140 000 personnes descendant des rescapés du génocide), alors même que le conflit du Haut-Karabagh entre l'Azerbaïdjan, soutenu par Ankara, et l'Arménie est à son apogée (voir page 72). De fait, cet entrisme turc ne date pas d'hier. « Depuis le début de la guerre en Syrie, les services turcs arpentent le Liban à la recherche d'habitants d'origine turkmène, n'hésitant pas à les éduquer, les payer et les instrumentaliser », déplore un diplomate « arménien, sous couvert d'anonymat.

Pour accroître encore son assise, la Turquie a tissé des réseaux au sein de la communauté sunnite en finançant des projets sociaux. Un établissement hospitalier devrait ouvrir ses portes

dans les prochaines semaines à Saïda. « Ankara mobilise son agence de coopération et de développement, la Tika, et le CroissantRouge turc pour se rapprocher des Libanais, explique la spécialiste de la Turquie Jana Jabbour, enseignante à Sciences po Paris et à l'université Saint-Joseph à Beyrouth. Sur le papier, la Tika (qui a rejeté nos demandes d'interview) semble mener à bien des projets dans plusieurs localités du pays du Cèdre, notamment dans la grande ville de Tripoli.

Si le jeu turc inquiète à la fois l'Arabie et l'Iran eux-mêmes adversaires sur le terrain libanais, c'est avec la France que les relations sont les plus tendues. Mi-août, Erdogan avait accusé Emmanuel Macron de « colonialisme » lors de la visite de celui-ci à Beyrouth, et avait vivement critiqué l'intervention française qui a placé Paris au coeur du jeu politique libanais. Contacté par L'Express, Khaled T., notable tripolite et membre très actif du réseau d'associations d'amitié libano-turque, botte en touche par texto : « Trop de fausses informations circulent sur le fait que le nord du Liban est le terrain des services secrets turcs. Mais ceux qui pointent Ankara du doigt ont un agenda politique. Nous recevons davantage d'aides de la part des pays du Golfe et des Européens... » « Pourquoi n'écrivez-vous pas plutôt un article sur l'influence française au Liban ? » renchérit un conseiller de Fayçal Karamé, député sunnite appartenant à l'une des plus grandes familles de Tripoli, que l'on dit proche d'Ankara. Dans son chalet du bord de mer, le fils de l'ancien Premier ministre Omar Karamé balaie d'un revers de main les rumeurs sur l'emprise de la Turquie sur le pays. « Certes, il y a le poids du passé. Tripoli garde une forte empreinte de la période ottomane, mais je peux vous assurer que les Turcs ne cherchent pas à mettre la main sur la ville », dit-il. Le port de Beyrouth étant quasiment hors service, les regards se tournent vers celui de Tripoli, qui projette de développer son infrastructure. Des compagnies chinoises, émiriennes et britanniques seraient sur les rangs. Et turques, bien entendu.